



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE REIMS

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Marchés de Fournitures Courantes et de Services

Identification de l'acheteur :

Pouvoir adjudicateur :

Centre Hospitalier Universitaire de Reims - 45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

Direction acheteuse :

Direction des Achats - Pôle logistique - Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex

Intitulé du marché :

Fourniture, installation, qualifications et mise en production d'un système de production et de distribution d'eau pour hémodialyse au Centre Hospitalier Universitaire de Reims

Procédure de passation :

Marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ	4
1.1. - TYPE.....	4
1.2. - DESCRIPTION SUCCINCTE	4
1.3. - ALLOTISSEMENT.....	4
ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ.....	4
2.1. - FORME	4
2.2. - DELAI(S) D'EXECUTION	4
ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES.....	5
4.1. - IDENTIFICATION DES PARTIES.....	5
4.1.1. - Parties signataires.....	5
4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché.....	5
4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution	5
4.1. - RESPECT DE LA CONFIDENTIALITE	6
4.2. - RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES	6
4.3. - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	6
4.4. - EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE.....	6
ARTICLE V - CONDITIONS D'EXECUTION	7
5.1. - MODALITES DE COMMANDE.....	7
5.2. - DELAI(S) D'EXECUTION	7
5.3. - MODALITES DE LIVRAISON	7
5.4. - TRANSFERT DE RISQUES.....	7
5.5. - DOCUMENTATION.....	7
5.6. - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	8
ARTICLE VI - INSTALLATION, QUALIFICATIONS ET MISE EN PRODUCTION DES MATERIELS ET LOGICIELS.....	8
6.1. - INSTALLATION, QUALIFICATIONS ET MISE EN PRODUCTION PAR LE TITULAIRE.....	8
6.2. - SURSIS A EXECUTION ET PROLONGATION DE DELAI.....	8
ARTICLE VII - OPERATIONS DE VERIFICATION.....	9
7.1. - VERIFICATIONS QUANTITATIVES	9
7.2. - VERIFICATIONS QUALITATIVES	9
ARTICLE VIII - GARANTIE.....	10
8.1. - DUREE DE LA GARANTIE.....	10
8.2. - CONTENU DE LA GARANTIE	10
ARTICLE IX - ASSURANCE	11
ARTICLE X - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	11
10.1. - CONTENU DES PRIX.....	11
10.2. - FORME DU PRIX	11
10.3. - OFFRE PROMOTIONNELLE	11

ARTICLE XI - REGLEMENT DES COMPTES	12
11.1. - ACOMPTES	12
11.2. - MODALITES DE FACTURATION	12
11.3. - DELAI DE PAIEMENT	12
11.4. - INTERETS MORATOIRES	13
ARTICLE XII - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE	13
12.1. - AVANCE	13
12.2. - RETENUE DE GARANTIE	13
ARTICLE XIII - PENALITES	14
13.1. - PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA LIVRAISON DES MATERIELS ET LOGICIELS	14
13.2. - PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'INSTALLATION DES MATERIELS ET LOGICIELS	14
13.3. - PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA MISE EN PRODUCTION PROVISOIRE DE LA SOLUTION	14
13.4. - PENALITES APPLICABLES EN CAS DE RETARD DANS LA FOURNITURE DE LA DOCUMENTATION	14
13.5. - PENALITES APPLICABLES EN CAS DE RETARD D'EXECUTION DANS LE CADRE DE LA GARANTIE ET DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE	15
13.6. - PENALITES APPLICABLES EN CAS D'INDISPONIBILITE DE LA SOLUTION DURANT LA PERIODE DE GARANTIE	15
13.7. - PENALITES POUR NON-RESPECT DES DELAIS DE PLANIFICATION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE	15
13.8. - PENALITES APPLICABLES EN CAS DE RETARD DANS LA FOURNITURE DU RAPPORT D'INTERVENTION DANS LE CADRE DE LA GARANTIE ET DE LA MAINTENANCE	15
13.9. - PENALITES EN CAS DE MECONNAISSANCE DE LA REGLEMENTATION RELATIVE A LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	15
ARTICLE XIV - RESILIATION DU MARCHE	15
ARTICLE XV - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE	16
ARTICLE XVI - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	16

ARTICLE I - OBJET DU MARCHE

1.1. - Type

☒ Fournitures

☐ Services

☐ Travaux

☒ Achat

☐ Crédit-bail

☐ Location

☐ Location-vente

1.2. - Description succincte

Le présent marché a pour objet la fourniture, l'acheminement dans les locaux, l'installation, les qualifications et la mise en production d'un système de production et de distribution d'eau pour hémodialyse au Centre Hospitalier Universitaire de Reims. Il sera destiné au service de Néphrologie « Adultes » de l'hôpital Maison Blanche.

Le présent marché public comprend également les prestations suivantes :

- la formation « utilisateurs » à destination du personnel soignant,
- la formation « maintenance » à destination des techniciens biomédicaux,
- la maintenance préventive comprise dans le cadre de la garantie y compris la maintenance du logiciel.

Les quantités et spécifications techniques sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes

Les prestations sont exécutées au Centre Hospitalier Universitaire de Reims.

1.3. - Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

2.1. - Forme

Le présent marché prend la forme d'un marché ordinaire, lequel n'est pas exécuté par l'émission de bons de commande successifs.

2.2. - Délai(s) d'exécution

Le délai de livraison des matériels et logiciels est celui fixé par le titulaire dans son offre. Il commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande.

Le titulaire est engagé jusqu'à l'expiration de la garantie, laquelle commence à compter de la date de signature par le CHU du Procès-Verbal de mise en production provisoire.

ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses annexes, notamment ses annexes financières,
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS, arrêté modifié du 30 mars 2021 publié au JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021),
- l'offre technique du titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,
- le calendrier de réalisation des prestations détaillé.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, fait seule foi.

ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES

4.1. - Identification des parties

4.1.1. - Parties signataires

Le marché est conclu entre :

- le Centre Hospitalier Universitaire représenté par sa Directrice Générale.

et

- l'opérateur économique ou le mandataire du groupement d'opérateur économique retenu au titre du marché, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « le titulaire ».

4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Centre Hospitalier Universitaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution

Pour les prestations autres que les prestations de fourniture, dans le cas où la demande de déclaration de sous-traitant est présentée après la notification du marché, le titulaire remet contre récépissé au Centre Hospitalier Universitaire ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements suivants :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois ;

- f) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R.2191-1 à R.2191-63 s'appliquent au marché, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

4.1. - Respect de la confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire et sans indemnité.

4.2. - Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels sus énoncés expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à ce présent marché, y compris d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire du marché ne peut faire valoir, au cours de l'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique.

4.3. - Protection des données à caractère personnel

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

4.4. - Evolution technologique, technique ou réglementaire

En cas d'évolution technologique, de changement de technique, ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité de modifier ou remplacer les fournitures faisant l'objet du marché par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- d'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation.
- d'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, ou d'évolution réglementaire, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché après un préavis de trois mois.

ARTICLE V - CONDITIONS D'EXECUTION

5.1. - Modalités de commande

Les matériels et logiciels seront commandés au moyen d'un bon de commande.

Le bon de commande comporte notamment les mentions suivantes :

- l'identification du titulaire du marché,
- la référence au présent marché,
- la désignation de la fourniture ou sa référence,
- les quantités commandées,
- la date ou les délais et le lieu de livraison.

5.2. - Délai(s) d'exécution

Le délai de livraison des matériels et logiciels est celui fixé par le titulaire dans son offre. Il commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande.

Le titulaire est engagé jusqu'à l'expiration de la garantie, laquelle commence à compter de la date de signature par le CHU du Procès-Verbal de mise en production provisoire.

Tout retard de livraison entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 13.1 du présent CCAP.

5.3. - Modalités de livraison

La livraison est effectuée franco de port et d'emballage selon les conditions et modalités fixées dans le CCTP.

5.4. - Transfert de risques

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

5.5. - Documentation

Le titulaire fournit, sans supplément de prix, une documentation en langue française au plus tard à la livraison des fournitures, sauf dans le cas particulier de la documentation fournie lors de la formation des utilisateurs (cf. article 6 du CCTP).

En cas de retard de livraison de tout ou partie de la documentation, les pénalités de retard prévues à l'article 13.4 du présent CCAP sont appliquées.

5.6. - Exécution aux frais et risques du titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, le Centre Hospitalier Universitaire pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

ARTICLE VI - INSTALLATION, QUALIFICATIONS ET MISE EN PRODUCTION DES MATERIELS ET LOGICIELS

6.1. - Installation, qualifications et mise en production par le titulaire

L'installation, les qualifications et la mise en production des matériels et logiciels devront être effectuées par le titulaire et sous sa responsabilité dans les conditions fixées dans le CCTP et selon le calendrier fixé par le titulaire dans son offre et validé avec le représentant qualifié du Centre Hospitalier Universitaire.

Le délai pour l'installation des matériels et logiciels est celui fixé par le titulaire dans son offre à compter de la date effective de livraison des matériels et logiciels. Si l'ensemble des matériels et logiciels a été livré en plusieurs fois, alors ce délai pour l'installation commence à courir à compter de la date de la première livraison partielle.

Toutefois, les matériels et logiciels devront être installés au plus tôt le 8 décembre 2025 et au plus tard pour le 16 janvier 2026.

En cas de retard dans l'installation des matériels et logiciels, les pénalités de retard prévues à l'article 13.2 du présent CCAP sont appliquées.

Le titulaire est chargé de vérifier que les locaux ont bien été aménagés conformément aux prescriptions nécessaires au bon fonctionnement des matériel et logiciels qu'il installe.

Le délai des qualifications permettant la mise en production provisoire de la solution, ne pourra excéder 8 semaines à compter de la date de signature par le Centre Hospitalier Universitaire du Procès-Verbal de mise en fonctionnement visé à l'article 10 du CCTP.

L'installation, les qualifications et la mise en production comprennent l'ensemble des prestations indiquées dans le CCTP.

A l'issue de chacune de ces étapes d'installation, de qualification d'installation (QI), de qualification opérationnelle (QO), de qualification de performance provisoire (QPP), le titulaire notifiera par écrit au Centre Hospitalier Universitaire que les prestations sont réalisées et sont prêtes à être vérifiées. Cet écrit sera remis par le titulaire en main propre ou bien notifié avec accusé de réception, au représentant qualifié du Centre Hospitalier Universitaire.

6.2. - Sursis à exécution et prolongation de délai

Les délais initialement prévus peuvent faire l'objet d'un sursis ou d'une prolongation de délai dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG / FCS.

Un sursis à exécution pourra notamment être octroyé au titulaire du marché public en cas d'impossibilité à respecter les délais contractuels du fait du Centre Hospitalier Universitaire ou en cas d'événements ayant le caractère de force majeure. Le délai ainsi accordé est déductible du décompte des pénalités de retard.

ARTICLE VII - OPERATIONS DE VERIFICATION

Les vérifications sont exécutées dans les locaux du Centre Hospitalier Universitaire.

7.1. - Vérifications quantitatives

Les vérifications quantitatives sont effectuées lors de l'installation des matériels et logiciels dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du CCAG / FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG / FCS, le Centre Hospitalier Universitaire n'avise pas le titulaire des jours et heures fixées pour les vérifications.

A l'issue des opérations de vérification des matériels et logiciels, le Centre Hospitalier Universitaire prend une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG / FCS.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG / FCS, le délai imparti au Centre Hospitalier Universitaire pour procéder aux opérations de vérification et notifier la décision d'admission au titulaire est de 15 jours à compter de l'installation des matériels et logiciels.

A défaut de décision dans ce délai de 15 jours, l'admission est réputée acquise.

Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG / FCS, la mise en conformité quantitative des prestations fait obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

7.2. - Vérifications qualitatives

Par dérogation aux dispositions des articles 28 et 29 du CCAG / FCS, les matériels et logiciels font l'objet des opérations de vérification définies au CCTP.

A l'issue de chacune des étapes d'installation, de qualification d'installation (QI), de qualification opérationnelle (QO), de qualification de performance provisoire (QPP), le titulaire notifiera par écrit au Centre Hospitalier Universitaire que les prestations sont réalisées et sont prêtes à être vérifiées. Cet écrit sera remis par le titulaire en main propre ou bien notifié avec accusé de réception, au représentant qualifié du Centre Hospitalier Universitaire.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG / FCS, le délai imparti au Centre Hospitalier Universitaire pour procéder aux opérations de vérification et notifier la décision d'admission au titulaire est de 3 jours à compter de la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire avise le Centre Hospitalier Universitaire que les prestations sont prêtes à être vérifiées.

En cas de décision d'admission, le Centre Hospitalier Universitaire établira et signera à chacune de ces étapes, un Procès-Verbal, lequel sera signé contradictoirement par le titulaire.

La signature par le Centre Hospitalier Universitaire du Procès-Verbal de mise en production provisoire déclenche le démarrage de la qualification de performance définitive (QPD) et donc le délai de 6 mois tel que fixé à l'article 11 du CCTP.

A l'issue de cette période de 6 mois, en cas de décision d'admission, le Centre Hospitalier Universitaire établira et signera un Procès-Verbal de mise en production définitive, lequel sera signé contradictoirement par le titulaire.

ARTICLE VIII - GARANTIE

8.1. - Durée de la garantie

La durée de garantie contractuelle en ce qui concerne tous les matériels, accessoires et logiciels fournis au titre du présent marché est précisée par le titulaire dans son offre.

Cette garantie ne saurait être d'une durée inférieure aux durées fixées à l'article 12 du CCTP. Le point de départ du délai de garantie est la date de signature par le CHU du Procès-Verbal de mise en production provisoire.

8.2. - Contenu de la garantie

La garantie comprend une prestation de maintenance complète des matériels et des logiciels, à savoir :

- la maintenance préventive,
- la maintenance curative,
- la maintenance évolutive,
- l'adjonction de matériels rendus nécessaires,
- les pièces, la main d'œuvre et les déplacements nécessaires.

Dans le cadre de la garantie des membranes des osmoseurs, leur remplacement est conditionné aux exigences fixées à l'article 12 du CCTP.

Dans le cadre de la maintenance préventive, la dernière visite sera réalisée au plus tôt 2 mois avant la date d'expiration de la garantie.

Les modalités de la maintenance préventive comprise dans le cadre de la garantie sont fixées à l'article 12 du CCTP.

Dans le cadre de la maintenance curative, le titulaire s'engage à intervenir, au lieu indiqué dans les 24 heures suivant la demande réalisée par un appel téléphonique suivi par un courriel ou par fax. La date à prendre en compte pour point de départ du délai est celle de réception de ce courriel ou fax.

La réparation peut être effectuée sur place, ou si cela s'avère nécessaire, dans les ateliers du titulaire. Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le Centre Hospitalier Universitaire un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Si le matériel ne peut être réparé, le titulaire le remplace par un matériel identique ou à défaut équivalent, sans plus-value financière de quelque nature que ce soit.

Au cours de la garantie et de la maintenance préventive, le titulaire est tenu d'établir un compte-rendu de chaque intervention, selon les modalités et dans le délai définis à l'article 12 du CCTP, puis de les transmettre à l'Ingénieur biomédical ou toute personne du Centre Hospitalier Universitaire référente en l'espèce.

ARTICLE IX - ASSURANCE

Le titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé au personnel du Centre Hospitalier Universitaire, aux biens et aux tiers du fait :

- de son personnel salarié en activité de travail,
- de ses matériels,
- d'un événement engageant la responsabilité du titulaire après exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/FCS, en cas de demande du Centre Hospitalier Universitaire, le titulaire justifie, dans le délai maximum de 15 jours à compter de la demande, de la souscription de la police contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature causés au personnel, aux biens et aux tiers par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

ARTICLE X - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

10.1. - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG/FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Toutes les prestations, y compris les prestations d'installation, de mise en production, de formation des utilisateurs, de paramétrage complet, de connexions, etc...ne donneront pas lieu à un paiement individualisé, elles sont réputées être comprises dans le prix global et forfaitaires relatif à la solution faisant l'objet du marché.

10.2. - Forme du prix

Le marché est traité par application d'un prix global et forfaitaire.

Le prix est ferme.

10.3. - Offre promotionnelle

Le titulaire a la faculté de proposer des remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que celles-ci auraient pour conséquence une diminution des prix du marché.

ARTICLE XI - REGLEMENT DES COMPTES

11.1. - Acomptes

Des acomptes seront versés au titulaire dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG / FCS, à l'achèvement de certaines étapes et selon les quotités suivantes :

- **40 %** à compter de la livraison sur sites des matériels et logiciels ;
- **50 %** à compter de l'admission de la Qualification de Performance Provisoire par le Centre Hospitalier Universitaire (QPP) ;
- **10 %** à compter de l'admission de la Qualification de Performance Définitive par le Centre Hospitalier Universitaire (QPD) ;

Par application des dispositions de l'article R.2191-20 du Code de la commande publique, il est précisé que les règlements d'acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs ; leur bénéficiaire en est débiteur jusqu'au règlement final du marché.

11.2. - Modalités de facturation



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » /

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail public de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le Centre Hospitalier Universitaire doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique.

11.3. - Délai de paiement

Le délai maximum de paiement est de 50 jours, comptés à partir de la date de réception de la demande de paiement, ou à compter de la date d'exécution si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'exécution, conformément aux articles R.2192-10 à R.2192-14 du Code de la commande publique.

Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé ou par le mode portail ou service, la date de réception de la demande de paiement correspond, à la date de notification au Centre Hospitalier Universitaire du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation, conformément à l'article R.2192-15 du Code de la commande publique.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'information ou la production d'informations erronées :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- erreur sur les prestations et/ou montants facturés.

11.4. - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-avant ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché (ou le sous-traitant), le bénéfice d'une part, d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai et d'autre part, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

ARTICLE XII - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

12.1. - Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, s'il n'y renonce pas expressément à l'Acte d'Engagement, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est déterminé par application des dispositions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la commande publique.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG/FCS.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

12.2. - Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie sur les paiements.

ARTICLE XIII - PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS.

13.1. - Pénalités en cas de retard dans la livraison des matériels et logiciels

Lorsque le délai de livraison des matériels et logiciels, tel qu'il est fixé par le titulaire dans son offre, est dépassé, des pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS le lendemain du jour où ce délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG / FCS.

En cas de retard dans la livraison des matériels et logiciels, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, une pénalité égale à 50 € par jour calendaire de retard.

13.2. - Pénalités en cas de retard dans l'installation des matériels et logiciels

Lorsque le délai d'installation des matériels et logiciels, tel qu'il est fixé par le titulaire dans son offre, est dépassé, des pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS le lendemain du jour où ce délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG / FCS.

En cas de retard dans l'installation des matériels et logiciels, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, une pénalité égale à 1000 € par jour calendaire de retard.

13.3. - Pénalités en cas de retard dans la mise en production provisoire de la solution

Lorsque le délai de mise en production provisoire de la solution, tel qu'il est fixé par le titulaire dans son offre, est dépassé, des pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS le lendemain du jour où ce délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG / FCS.

En cas de retard dans mise en production provisoire de la solution, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, une pénalité égale à 500 € par jour calendaire de retard.

13.4. - Pénalités applicables en cas de retard dans la fourniture de la documentation

En cas de retard dans la fourniture des documents exigés à l'article 5.5 ci-avant, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à 50 € par jour calendaire de retard.

Pour tout document demandé en cours d'exécution, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à 100 € par jour calendaire de retard, à compter de la demande écrite formulée par le Centre Hospitalier Universitaire.

13.5. - Pénalités applicables en cas de retard d'exécution dans le cadre de la garantie et de la maintenance préventive

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG / FCS, à défaut d'intervenir dans le délai fixé à l'article 12 du CCTP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG / FCS, une pénalité égale à 100 € par heure consécutive de retard.

13.6. - Pénalités applicables en cas d'indisponibilité de la solution durant la période de garantie

Sauf cas de force majeure et par dérogation aux articles 14.2.5 et 3.2.1 du CCAG/FCS, lorsque la durée d'indisponibilité des matériels pour lequel le titulaire assure la maintenance dans le cadre de la garantie dépasse le seuil fixé à 96 heures consécutives, à compter de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire, pour une maintenance sur site ou pour une maintenance dans ses locaux, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à 100 € par heure de retard.

Cette pénalité est cumulable avec les autres pénalités et notamment avec celle prévue à l'article 13.5 ci-avant.

13.7. - Pénalités pour non-respect des délais de planification des prestations de maintenance préventive

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque les délais de planification des prestations de maintenance préventive fixés à l'article 12 du CCTP ne sont pas respectés, le titulaire encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, une pénalité fixée à 10 € par jour de retard et dès le premier jour de retard par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG/FCS.

13.8. - Pénalités applicables en cas de retard dans la fourniture du rapport d'intervention dans le cadre de la garantie et de la maintenance

En cas de retard dans la fourniture du rapport d'intervention, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à 20 € par jour de retard et par rapport.

13.9. - Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à 100 euros par manquement constaté.

ARTICLE XIV - RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

ARTICLE XV - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE

En cas de différend, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal à :

Monsieur le Directeur des Achats
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
Pôle Logistique - Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex

Ceci n'exclut pas la possibilité, pour le titulaire ou pour le Centre Hospitalier Universitaire, de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est seul compétent.

ARTICLE XVI - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 7.1 du présent CCAP déroge aux articles 27.3, 29.1 et 30.1 du CCAG/FCS.

L'article 7.2 du présent CCAP déroge aux articles 28, 29 et 30.1 du CCAG/FCS.

L'article IX du présent CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG/FCS.

L'article XIII du présent CCAP déroge aux articles 3.2.1, 14.1.1, 14.1.2, 14.1.3 et 14.2.5 du CCAG/FCS.

Reims, le 23 juin 2025

Pour la Directrice Générale
et par délégation,
Le Directeur des Achats

David ROZÉ